

Du 25 mai au 31 mai 1995

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

M. Ouellet participera à la 25^e Assemblée générale de l'OEA

Le 1^{er} juin 1995, n° 101

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé qu'il participera, les 4 et 5 juin, à la 25^e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), qui se tiendra à Montrouis, en Haïti. Le Ministre sera accompagné de la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M^{me} Christine Stewart. « Les résultats de l'Assemblée générale de cette année façonneront les orientations et les objectifs de l'OEA, a déclaré M. Ouellet. Les États membres auront deux grands défis à relever : définir une nouvelle vision pour l'OEA et donner suite aux recommandations du Sommet des Amériques, et la façon dont ils les relèveront aura un effet décisif sur la forme que prendra, à l'avenir, la coopération au sein de l'hémisphère. » Pendant son séjour en Haïti, M. Ouellet participera à une rencontre des ministres des Affaires étrangères organisée par le secrétaire d'État américain, M. Warren Christopher, comme suivi du Sommet des Amériques tenu à Miami en décembre dernier. M. Ouellet rencontrera aussi le secrétaire général de l'OEA, M. César Gaviria Trujillo, afin de poursuivre les discussions qu'ils avaient engagées lors de la visite de ce dernier au Canada, en février 1995.

**M. MacLaren à la tête d'une mission commerciale en
République tchèque**

Le 29 mai 1995, n° 100

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, est arrivé en République tchèque pour rencontrer des ministres et des représentants du secteur privé de ce pays. Une importante délégation de représentants d'entreprises canadiennes, en quête de débouchés dans les secteurs du commerce et de l'investissement, accompagnait le Ministre à cette occasion. « Les membres de la délégation commerciale et moi-même sommes étonnés de la rapidité et de l'efficacité avec lesquelles la République tchèque a accompli la transition à l'économie de marché », a déclaré M. MacLaren. [...] M. MacLaren a annoncé que le Canada fournira, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international de qui proviendront les fonds à cet effet, les services d'un conseiller supérieur à l'Agence tchèque pour l'investissement étranger, en vue d'aider à la conception et à la mise sur pied d'un programme de jumelage pour les investisseurs étrangers. Le conseiller aidera aussi à repérer les possibilités de commerce et d'investissement dans des secteurs clés entre les deux pays.

M. MacLaren dirige une mission commerciale canadienne en Pologne

Le 26 mai 1995, n° 99

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, s'est rendu en Pologne pour tenir des discussions avec des ministres et des gens d'affaires polonais. Il était accompagné d'une importante délégation de gens d'affaires canadiens intéressés aux possibilités de commerce et d'investissement dans ce pays. [...] Au nom du ministre des Affaires étrangères du Canada, M. André Ouellet, M. MacLaren a signé, avec M. Kolodko, un protocole d'entente établissant le Fonds canado-polonais pour entrepreneurs (FCPE). Fonds de 32 millions de dollars, financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et échelonné sur sept ans, le FCPE permettra de fournir aux PME polonaises en pleine essor une aide financière et technique sous forme de prêts, d'investissement en capital et de conseils. Une fondation polonaise administrera le FCPE en association avec une banque polonaise, et on commencera à l'utiliser le 1^{er} janvier 1996. Le FCPE sera la pierre angulaire du programme canadien de coopération technique avec la Pologne.

Le secrétaire d'État, M. Chan, se rend au Sri Lanka

Le 26 mai 1995, n° 98

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, visitera le Sri Lanka du 31 mai au 2 juin 1995, alors que les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (TLET) ont unilatéralement repris les hostilités le 19 avril, après 14 semaines de paix. « La reprise du conflit civil au Sri Lanka est profondément décevante. Pendant ma visite, je soulignerai l'appui que le Canada accorde à la paix et j'explorerai des possibilités de remettre en marche le processus de paix », a déclaré M. Chan.

M. Ouellet condamne les actions des Serbes de Bosnie

Le 26 mai 1995, n° 97

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a condamné les tirs d'obus effectués sur les zones de sécurité par les forces serbes de Bosnie, qui ont causé la mort de civils innocents. M. Ouellet s'est en outre dit

profondément préoccupé de ce que les forces serbes aient pris en otage des observateurs militaires des Nations Unies, dont des Canadiens. « Je suis scandalisé par la prise en otage de représentants des Nations Unies en Bosnie, et je crains pour leur sécurité. J'exprime le sentiment de tous les Canadiens en disant cela. Je demande instamment aux forces serbes de Bosnie de relâcher ces personnes, dont la présence là-bas a pour seule raison la recherche d'un règlement pacifique à ce conflit tragique », a déclaré M. Ouellet.

M. MacLaren à la tête d'une mission commerciale canadienne en Hongrie

Le 25 mai 1996, n° 96

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, qui dirige actuellement la plus importante délégation commerciale canadienne à s'être jamais rendue en Hongrie, a rencontré son homologue, M. Laszlo Pal, ministre de l'Industrie et du Commerce de la Hongrie, ainsi que le ministre des Transports, des Télécommunications et de la Gestion des eaux de ce pays, M. Karoly Lotz, en vue de promouvoir les intérêts du Canada sur ce marché au chapitre du commerce et des investissements. M. MacLaren a aussi visité, sur place, un certain nombre de projets canadiens.... « La Hongrie a pris plusieurs mesures favorisant la transition vers l'économie de marché et, notamment, a récemment annoncé l'adoption d'une loi sur la privatisation, a indiqué M. MacLaren. Le Canada appuie fermement ces efforts, qui contribuent à créer de nouveaux débouchés pour les entreprises hongroises et canadiennes dans les domaines du commerce et de l'investissement », a-t-il ajouté.

DISCOURS

Nous [les membres du Conseil de l'OTAN] devons leur [les pays candidats] communiquer deux messages. Le premier en est un d'ouverture. Évitions d'exclure *a priori* quelque pays que ce soit à un moment où ceux-ci recherchent la coopération. Il nous reviendra bien sûr de décider en temps et lieu si l'admission d'un pays donné contribue ou non à la sécurité de notre région, et ce, lorsqu'il aura satisfait aux critères de démocratie, de respect des droits de la personne, de contrôle civil de l'autorité militaire et autres facteurs pratiques. Il ne fait pas de doute qu'une telle décision sera hautement politique. Le deuxième message concerne le sérieux de l'engagement résultant d'un élargissement de l'Alliance, tant pour les membres existants que pour ceux à venir. Les pays demandeurs devront avoir la volonté de contribuer au renforcement politique et militaire de cette alliance. Quant à nous, nous devons revoir nos propres priorités pour tenir compte de leurs besoins légitimes. Nous sommes bien d'accord que la Russie ne peut exercer quelque droit de *veto* que ce soit sur l'admission de nouveaux membres par cette Alliance. Ceci n'empêche pas que nous avons tout intérêt à développer avec ce pays une relation qui reconnaît son rôle de premier plan dans les questions de sécurité européenne. La forme que prendra cette relation (traité, commission mixte, protocole d'entente) reste à définir. [...] Nous croyons que nous pouvons nous consulter sans permettre à la Russie de nous dicter nos décisions. De telles consultations nous permettront de gérer nos inévitables différends avec le minimum de surprises ou d'acrimonie. Nous pourrions ainsi livrer aux dirigeants russes des messages clairs tant sur les éléments d'une coopération qui je l'espère ira en grandissant, que sur des drames comme celui de la Thétchénie qui je crains n'est pas forcément le dernier qui frappera ce pays. Les progrès dans ces relations privilégiées avec la Russie devront être accompagnés par une certaine transformation de notre organisation. [...] Les questions de l'élargissement de l'OTAN et des relations OTAN-Russie sont inextricablement liées à la question des réformes de l'Alliance. En toute franchise, le Canada est convaincu que l'élargissement de l'OTAN, tout comme le développement d'une relation entre l'OTAN et la Russie, ne pourront réussir en l'absence d'une réforme significative de l'OTAN et de ses structures.

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, au Conseil de l'OTAN « L'élargissement de l'OTAN et la Russie » à Noordwijk, Pays-Bas, le 30 mai 1995.

À ce moment crucial pour l'avenir de la FORPRONU [les troupes de l'ONU déployées sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie], le Canada croit que trois conditions sont impératives pour permettre à la communauté internationale de reprendre l'initiative. Premièrement, la multiplicité des approches a créé des équivoques dont se nourrissent les parties au conflit dans leurs rapports avec les différents intervenants. Par conséquent, le processus politique de négociation doit être ramené à un commun dénominateur. La communauté internationale doit élaborer une position de négociation commune et parler d'une seule voix. Deuxièmement, le fer de lance de nos efforts collectifs doit porter sur le rétablissement d'un lien fonctionnel entre le processus de négociation et les opérations militaires sur le terrain. [...] Troisièmement, nous devons prendre les moyens de rétablir la crédibilité de la FORPRONU, qui a été remise en question récemment par les parties au conflit. [...] À maintes reprises depuis le début du conflit, le Canada et plusieurs autres ont souligné le besoin d'une action concertée afin de trouver une solution négociée au conflit. Pour toutes sortes de raisons, des intervenants ont choisi d'agir seuls. Aujourd'hui, ce n'est ni le Canada ni aucun autre pays qui revendique une meilleure coordination de l'activité des acteurs internationaux. C'est la situation elle-même.

Notes pour une allocution de l'honorable André Ouellet, ministre des Affaires étrangères, au Conseil de l'OTAN « La situation dans l'ancienne Yougoslavie », à Noordwijk, Pays-Bas, le 30 mai 1995.

ACDI

Le Canada appuiera le Tribunal international des crimes de guerre au Rwanda

Le 25 mai 1996, 95-08

Le Canada appuiera les travaux du tribunal pénal international institué pour traduire en justice les responsables des massacres qui, l'an dernier, ont fait plus de 500 000 victimes au Rwanda, a indiqué M^{me} Christine Stewart, secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique. « Tous les Rwandais veulent la paix mais, pour que la paix puisse durer, l'impunité doit faire place à la justice. La mise en place du tribunal pénal international est un premier pas pour juger les responsables des massacres de favoriser le retour de tous les réfugiés dans

un milieu stable et sécuritaire.» La contribution canadienne d'un million de dollars, financée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), fait suite à l'appel lancé par le secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali. Elle servira à couvrir les coûts associés aux enquêtes et à la collecte de preuves, ainsi qu'au fonctionnement du tribunal. Cette contribution s'inscrit dans un effort multilatéral de plusieurs pays donateurs en vue de poursuivre les responsables du génocide au Rwanda.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

Lettre du premier ministre Jean Chrétien au président russe Boris Yeltsin à propos du tremblement de terre à Sakhaline

Le 29 mai 1996

Monsieur le Président, c'est avec une grande désolation que les Canadiens ont su la nouvelle du terrible tremblement de terre qui a frappé l'île de Sakhaline le 28 mai. [...] J'ai demandé à l'ambassade du Canada à Moscou de discuter avec votre gouvernement de la possibilité d'aider les sauveteurs. [...] Je ne doute pas que le peuple russe a la force, l'énergie et la vitalité nécessaires pour surmonter cette terrible épreuve. Nos pensées et nos prières vous accompagnent en ce moment difficile.

Lettre du premier ministre Jean Chrétien à Lady Mary Wilson, veuve de Lord Harold Wilson, ancien premier ministre de la Grande-Bretagne

Le 24 mai 1996, 95-08

Madame, au nom de tous les Canadiens et Canadiennes, je tiens à vous offrir, ainsi qu'à votre famille, mes bien sincères condoléances à l'occasion du décès de votre époux. Les Canadiens garderont de lord Wilson le souvenir d'un parlementaire et d'un homme d'État de la plus haute intégrité, dont les quelques cinquante années, passées au cœur de la vie publique témoignent avec éloquence de son dévouement envers son pays. [...] Avec mes respectueux hommages, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma douloureuse sympathie.

DISCOURS

Les nazis ont assassiné des millions de personnes innocentes de toutes croyances. Mais ils ont réservé une place spéciale pour leur «solution finale» - l'extermination des juifs d'Europe. Six millions d'hommes, de femmes et d'enfants dont le seul «crime» était d'être juif. Ils ont été sacrifiés dans le dispositif d'extermination le plus monstrueux, efficace et mécanisé jamais mis en place par l'homme. Six millions de vies abruptement fauchées. Des collectivités qui existaient depuis des centaines d'années complètement annihilées. C'est cela la réalité de l'holocauste. Nous ne devons jamais l'oublier. [...] Nous avons la chance d'avoir pu bénéficier de l'apport des nombreux survivants de l'Holocauste qui avaient choisi de refaire leur vie au Canada. Votre contribution à nos collectivités et à notre pays nous a tous enrichis et renforcés. Le courage et l'endurance dont vous avez fait preuve ont été un modèle pour nous tous. Votre engagement envers vos valeurs religieuses et culturelles a fait en sorte qu'une civilisation qui s'était éteinte en Europe a pu s'épanouir et croître dans notre pays.

Allocution du très honorable Jean Chrétien, premier ministre du Canada, au dîner de la Canadian Society for Yad Vashem à Toronto (Ontario), le 31 mai 1995.

FINANCES

De point de vue des décideurs publics, 1994 a été une bonne année pour le Canada. Notre PIB réel a progressé de 4.5 pour cent - la plus forte croissance depuis 1988, et la meilleure dans le G-7. L'expansion de l'emploi a été de 2.1 pour cent en moyenne, soit 466 000 emplois à temps plein ayant été créés pendant l'année. Le taux d'inflation du PIB n'a été que de 0.6 pour cent, le plus faible niveau enregistré depuis 1961. [...] Ce succès, nous le devons non seulement à la forte expansion de l'économie américaine, mais aussi à l'amélioration considérable de la compétitivité et de la productivité au Canada. Le fait que les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont baissé de 1.3 pour cent au Canada en 1994 - diminuant pour la première fois en près de 30 ans. [...] Permettez moi de souligner le point qui est peut-être le plus important de tous. En 1996-97 la dette publique cessera d'augmenter plus vite que l'économie. Le ratio de la dette au PIB aura commencé à diminuer. Nous sommes absolument déterminés à maintenir ce ratio, en permanence, sur une trajectoire descendante. [...] Le défi fondamental [pour nous] consiste, bien entendu, à équilibrer la nécessité de protéger les fonds que le public confie aux institutions financières, d'une part, et le besoin de faciliter l'activité économique, d'autre part. J'estime que cet équilibre est bien servi par les propositions présentées dans le Livre blanc.

Notes pour une allocution de l'honorable Douglas Peters, secrétaire d'État (Institutions financières internationales), devant le Council on Foreign Relations « Une politique de renforcement de l'économie » à Chicago (Illinois), le 23 mai 1995, 95-043.

À VENIR :

- 4-10 juin : 25^e Assemblée générale de l'OEA (Montrouix, Haïti)
- 15-17 juin : Sommet du G-7 (Halifax)
- 4-15 septembre : Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, Chine)

Pour obtenir des copies supplémentaires composez le (613) 944-4000 ou sans frais, contactez leurs divisions respectives. «Week in Trade and Foreign Policy» (BCF).



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, pour obtenir des renseignements sur le matériel provenant d'autres ministères, contactez leurs divisions respectives. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» Direction des communications sur la politique étrangère

This Week _____
in Trade and
Foreign Policy

CA1
EA
T38
May 31,
1995
Copy 1

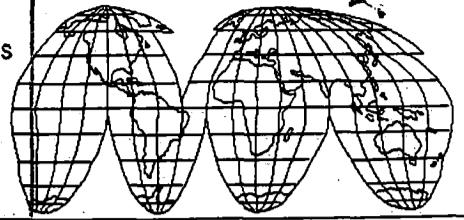
May 25 - 31

**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUN 7 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

Quellet to Attend 25th General Assembly of the OAS

June 1, 1995, no. 101

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that he will attend the 25th General Assembly of the Organization of American States (OAS) in Montrouis, Haiti, on June 4 and 5. The Minister will be accompanied by Secretary of State (Latin America and Africa) Christine Stewart. "The results of this year's General Assembly will be particularly important in shaping the future direction and goals of the OAS," said Mr. Ouellet. "There will be two key challenges facing member countries — defining a new vision for the OAS and implementing the recommendations of the Summit of the Americas. How these challenges are met will have a decisive impact on the shape of future hemispheric co-operation." While in Haiti, Mr. Ouellet will participate in a gathering of foreign ministers, hosted by U.S. Secretary of State Warren Christopher, as a follow-up to the Summit of the Americas held in Miami last December. Mr. Ouellet will also meet with OAS Secretary General César Gaviria Trujillo for a continuation of their discussions which began in February 1995 when the Secretary General visited Canada. The Minister will meet separately with Haitian President Jean-Bertrand Aristide to discuss, among other issues, Canada's support for the legislative elections in Haiti scheduled for June 25.

MacLaren Leads Trade and Investment Mission to the Czech Republic

May 29, 1995, no. 100

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, visited the Czech Republic for discussions with ministers and representatives of the private sector. He was accompanied by a large delegation of Canadian businesses actively pursuing trade and investment opportunities.... Mr. MacLaren announced that Canada will provide a senior advisor, financed by the Canadian International Development Agency, to the Czech Agency for Foreign Investment (CzechInvest) to help design and implement a foreign investment matchmaking service. The advisor will also assist in identifying potential Czech-Canadian commercial links and investments in key sectors.

MacLaren Leads Canadian Trade and Investment Mission to Poland

May 26, 1995, no. 99

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, visited Poland today for discussions with Polish ministers and business representatives. He was accompanied by a large Canadian business delegation pursuing trade and investment opportunities.... "I was impressed with Poland's accomplishments in its economic transition towards a market economy. I am confident that further trade and economic liberalization will take place in Poland, creating new opportunities for Canadian and Polish businesspeople," Mr. MacLaren said.... On behalf of Canada's Minister of Foreign Affairs, André Ouellet, Mr. MacLaren signed with Mr. Kolodko a Memorandum of Understanding setting up the Canada-Poland Entrepreneurs Fund (CPEF). The CPEF is a seven-year, \$32-million fund, financed by the Canadian International Development Agency (CIDA) and designed to provide financial and technical support to Poland's rapidly growing small and medium-sized enterprises. It will support firms through loans, equity investments and advice, and it will be administered by a Polish foundation in partnership with a Polish bank. It is to begin operations on January 1, 1996. The CPEF will be the cornerstone of the Canadian Technical Co-operation Program in Poland.

Secretary of State Chan to Travel to Sri Lanka

May 26, 1995, no. 98

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Secretary of State (Asia-Pacific) Raymond Chan will visit Sri Lanka from May 31 to June 2, 1995. Mr. Chan's visit comes in the wake of the unilateral resumption of hostilities by the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) on April 19, which ended 14 weeks of peace in that country. "The renewal of civil conflict in Sri Lanka is deeply disappointing. During my visit I will underline Canada's support for peace and explore possibilities for getting the peace process back on track," said Mr. Chan.

Ouellet Condemns Bosnian Serb Actions

May 26, 1995, no. 97

Foreign Affairs Minister André Ouellet condemned the shelling of safe areas by Bosnian Serb forces in Bosnia which has led to the deaths of innocent civilians. He also expressed grave concern about the holding, by Serb forces, of United Nations Military Observers, including Canadians. "I speak for all Canadians in expressing outrage at the detention of UN personnel in Bosnia and deep concern about their safety. I call upon Bosnian Serb forces to release these people, whose only reason for being there is to seek a peaceful solution to the tragic conflict," said Mr. Ouellet.

MacLaren Leads Trade and Investment Mission to Hungary

May 25, 1995, no. 96

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, leading the largest Canadian business delegation ever to visit Hungary, met with his counterpart, the Hungarian Minister of Industry and Trade, Mr. Laszlo Pal, as well as the Minister of Transportation, Telecommunications and Water Management, Mr. Karoly Lotz, to promote Canadian trade and investment interests in that market. He also visited a number of local Canadian projects. "Hungary has adopted several measures to move toward a market-based economy, including the recently announced privatization law," Mr. MacLaren noted. "Canada strongly supports these efforts which generate new trade and investment opportunities for Hungarian and Canadian businesses."

STATEMENTS

We [NATO Council members] must send two messages to our partners. The first is one of openness. Let us avoid excluding *a priori* any nation that is seeking co-operation. Naturally, we will have to determine in due course whether or not admitting a particular country contributes to our region's security, after establishing that it has met criteria relating to democracy, respect for human rights, civil control of military authority, and other practical factors. There is no doubt that such a decision will be highly political. The second message concerns the seriousness of the commitment stemming from an expansion of the Alliance, for both current and future members. Countries applying for membership will have to have the will to help strengthen the Alliance militarily and politically. For our part, we will have to review our own priorities in light of their legitimate needs. We are in complete agreement that Russia cannot have any sort of veto over the admission of new members by the Alliance. Nevertheless, we still have every interest in developing a relationship with Russia that recognizes its leading role in matters of European security. The form that this relationship will take (treaty, joint commission, memorandum of understanding) has yet to be determined... Progress in these special relations with Russia will have to be accompanied by some sort of transformation of our organization... Questions about NATO expansion and NATO's relations with Russia are inextricably linked to the question of reforms to the Alliance. Quite frankly, Canada is convinced that NATO expansion, like the development of a relationship between NATO and Russia, will not succeed without substantial reforms to NATO and its structures.

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, to the NATO Council "NATO Expansion and Russia", (Noordwijk, The Netherlands, May 30, 1995, 95/35)

At this crucial time for the future of UNPROFOR [UN Protection Force deployed in the Former Yugoslavia] Canada believes that three conditions must be met if the international community is to take back the initiative. To begin with, the multiplicity of approaches has created ambiguities on which the parties to the conflict are capitalizing in their relations with the various players. Consequently, the political negotiating process must be returned to a common denominator. The international community must establish a common negotiating position and speak as one. Second, the spearhead of our collective efforts must be the restoration of a functional link between the negotiating process and military operations in the field.... Third, we must take steps to restore UNPROFOR's credibility, which has recently been questioned by the parties to the conflict. Better co-ordination of the activities of the international community is now demanded, not by Canada or any other country, but by the situation itself.

Notes for an Address by the Honourable André Ouellet, Minister of Foreign Affairs, to the NATO Council "The Situation in the Former Yugoslavia", Noordwijk, the Netherlands, May 30, 1995, 95/34)

CIDA

Canada to Support International War Crimes Tribunal in Rwanda

May 25, 1995, no. 96

Canada will support the work of an international tribunal of judges to bring to trial those responsible for last year's massacres of more than 500 000 people in Rwanda, Christine Stewart, Secretary of State (Latin America and Africa). "All Rwandans want peace, but for peace to endure, impunity must be replaced by justice," Mrs. Stewart said. "The international tribunal is the first step in bringing justice to the guilty and encouraging the return of all refugees to a secure and stable environment." Canada's \$1-million contribution, financed by the Canadian International Development Agency, responds to an appeal by United Nations Secretary-General Boutros Boutros Ghali. It will be used to cover the costs of investigating and gathering evidence on crimes, as well as the operation of the tribunal. The contribution is part of a multilateral effort by several donor countries to prosecute those responsible for the genocide in Rwanda.

OFFICE OF THE PRIME MINISTER:

Letter Sent by Prime Minister Jean Chrétien to Russian President Boris Yeltsin on the Sakhalin Island Earthquake

May 29, 1995

Dear Mr. President: All Canadians were shocked by the devastating earthquake that struck Sakhalin Island on May 28.... I have asked Canada's Embassy in Moscow to discuss the possibility of assistance in these operations with your government. Please convey our deepest sympathies to the families of those whose loved ones have been lost or suffered injury as a result of this tragedy. I am confident that the strength, energy and spirit of the Russian people will bring you through this adversity. Our thoughts and prayers are with you at this difficult time.

Letter Sent by Prime Minister Jean Chrétien to Lady Mary Wilson,
widow of Lord Harold Wilson, former Prime Minister of Great Britain

May 24, 1995

Dear Lady Wilson: On behalf of all Canadians, I would like to extend my deepest sympathies to you and your family on the death of your husband, Lord Wilson. Canadians will remember Lord Wilson as a parliamentarian and statesman of the highest integrity, whose record of more than half a century at the centre of public life speaks eloquently of his dedication to his country.

STATEMENT

The Nazis murdered millions of innocent people of all faiths. But they reserved a special place for their "Final Solution"— the mass murder of the Jews of Europe. Six million men, women and children whose only "crime" was being Jewish. Slaughtered in the most efficient, mechanized, monstrous killing machine ever constructed by man. Six million lives brutally ended. Centuries-old communities wiped out. That is the reality of the Holocaust. A reality we must never forget.... We have been fortunate that so many Holocaust survivors chose to rebuild their lives in Canada. Your contribution to our communities and our country have made us stronger and richer. Your courage and resilience have been examples to all of us. Your commitment to your faith and your culture has ensured that a civilization that was extinguished in Europe has flourished and grown in our country.

Notes for an Address by the Right Honourable Jean Chrétien, Prime Minister of Canada, at the Dinner of the Canadian Society for Yad Vashem (Toronto, Ontario, May 31, 1995).

FINANCE

From the stand-point of an economic policy maker, 1994 was a winning year for Canada. Our real GDP grew 4.5 per cent, the strongest growth since 1988 -- and the best in the G-7. Employment grew an average of 2.1 per cent, with 466 000 full-time jobs created during the course of the year. The GDP inflation rate was a mere 0.6 per cent, the lowest since 1961... In achieving this success, we have benefited from not only the strong growth in the American economy, but also the dramatic improvement in Canadian competitiveness and productivity. The fact is, Canada's unit labour costs fell 1.3 per cent in 1994 -- the first annual decline in almost 30 years.... Let me highlight what is perhaps the most important point of all. For 1996-97, the debt will no longer be growing faster than the economy. The debt-to-GDP ratio will have begun to decline. And we are absolutely committed to keeping this ratio on a permanent downward track.... A strong and secure financial sector is a fundamental element of a healthy economy. And this has become even more essential in a world of accelerating capital flows, new financial instruments, and growing market interdependence.... I want to emphasize that the failure of a number of individual institutions does not signify the failure of the supervisory system.... The crux of the issue is how best to balance the need to protect the funds that the public entrusts to financial institutions with the need to facilitate economic activity. I believe the White Paper proposals [entitled Enhancing the Safety and Soundness of the Canadian Financial System] properly address this balance.

Notes for an Address by the Honourable Douglas Peters, Secretary of State (Finance) to the Council on Foreign Relations "Policy Action for Economic Strength" (Chicago, Illinois, May 23, 1995, 95-043)

UPCOMING EVENTS

June 4-10:	OAS General Assembly (Montrouis, Haiti)
June 15-17:	G-7 Summit (Halifax, Nova Scotia)
September 4-15:	UN World Conference on Women (Beijing, China)

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.
